

<https://www.elcorreo.eu.org/COMMENT-LA-BANQUE-PRIVEE-A-REPLACE-L-ARGENT-PUBLIC-Michael-Hudson>

COMMENT LA BANQUE PRIVEE A REMPLACE L'ARGENT PUBLIC

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : jeudi 20 novembre 2025

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le problème n'est pas la dette publique, mais la dette privée. Ceux qui affirment que la dette publique est le problème veulent se débarrasser de l'État et s'en emparer.

Qu'est-ce qui donne sa valeur à l'argent ?

L'argent est fondamentalement un service public. Avant la civilisation occidentale, l'argent était toujours conservé dans le secteur public, dans le secteur des palais, car ce qui donne sa valeur à l'argent, c'est que les gouvernements l'acceptent pour payer les impôts. L'argent a toujours été un produit de l'État, mais à la fin du XIXe siècle, le secteur bancaire a commencé à se privatiser entièrement et a resté hors du contrôle de tout gouvernement qui le contrôlerait.

Les banques ont adopté deux stratégies. La première était que, s'il s'agissait d'un pays mondialisé, une des nouvelles républiques devenues indépendantes au XIXe siècle, elles ne pouvaient pas payer leurs dettes, par ce que l'Angleterre et la France imposaient des commissions monétaires nationales pour contrôler la politique budgétaire des gouvernements. Les gouvernements perdaient ainsi leur pouvoir de taxation et d'élaboration des politiques au profit du secteur financier étranger. Aux États-Unis, il n'y avait pas de dette extérieure, mais les banques ont remplacé le Trésor par la Réserve fédérale et la banque centrale.

Aujourd'hui, dans tous les pays, les banques centrales ont pour mission de prendre le contrôle de la politique fiscale, la politique monétaire et la création de crédit aux mains des banques commerciales, et non du gouvernement. L'avantage d'avoir le gouvernement comme créancier, comme c'était le cas en Mésopotamie à l'âge du bronze, est que si la plupart des dettes étaient dues au palais, celui-ci pouvait les annuler et les réduire. En revanche, un gouvernement sans secteur privé ne peut pas les réduire.

Regardez ce qui s'est passé au Japon. On a mentionné le Japon. Le Japon a continué à prêter de plus en plus d'argent pour financer l'achat de biens immobiliers. Et la valeur d'un bien immobilier, qu'il s'agisse d'un logement ou d'un immeuble de bureaux, dépend du montant qu'une banque prête pour l'acquérir. Les banques japonaises ont prêté tellement d'argent que les seuls biens immobiliers autour du palais, le quartier de Ginza, valaient plus que l'ensemble de l'État de Californie. Après « [Les Accords du Plaza](#) » et l'obligation pour le Japon d'augmenter son taux de change, le pays a adopté la politique néolibérale étasunienne et a laissé toutes ces dettes en place.

Le Japon est donc entré dans une dépression permanente vers 1990, dont il n'a jamais pu sortir. Le Japon illustre bien ce qui arrive à un pays essentiellement dirigé pour servir les intérêts des banquiers privés. En Chine, aujourd'hui, elle a la possibilité d'annuler ses dettes, car aucune oligarchie nationale ne risque de la renverser. Ces dettes ne sont pas dues à des banques du secteur privé, mais à l'État. Et l'État peut annuler des dettes qui lui sont finalement dues. On annulerait également des dettes envers de nombreuses personnes qui ont emprunté de l'argent pour créer des banques et prêter ensuite. On anéantirait ainsi la classe des créanciers.

L'idée même du développement chinois, et de toute l'Asie depuis des millénaires, a été de créer une société non gouvernée par la classe marchande ou la classe des créanciers, qui se situent en quelque sorte au bas de l'échelle sociale. Et c'est ce qui existait en Asie, contrairement à la civilisation occidentale.

Mais sous l'influence des États-Unis et de la civilisation occidentale au siècle dernier, l'Asie s'est occidentalisée et est

désormais tombée dans la même éthique de la dette, selon laquelle toutes les dettes doivent être remboursées sans tenir compte de leurs conséquences sociales. Ces conséquences sociales conduisent à un déclin chronique du niveau de vie et à un déclin démographique. Prenons l'exemple du Japon : une population criblée de dettes voit la formation des familles chuter, le taux de fécondité chuter, et l'économie se contracter. Même constat dans les États baltes et les États post-soviétiques.

Nika Dubrovsky : Votre livre, « [America's Protectionist Takeoff](#) » [[Le décollage protectionniste de l'Amérique](#)], a été lu et utilisé comme source d'inspiration pour les droits de douane de Trump. Mais la situation est totalement différente entre le XIXe siècle et aujourd'hui. Que pensez-vous des droits de douane de Trump ?

MH : Il fait exactement le contraire de la façon dont le protectionnisme américain s'est développé. Je vais publier un article à ce sujet sur mon site web. J'y travaille justement aujourd'hui. L'idée même du protectionnisme ne consistait pas simplement à protéger l'industrie par des droits de douane. Il s'agissait d'une stratégie globale pour devenir un pays industriel prospère et performant. La clé résidait dans ce qu'on appelait l'économie des salaires élevés. Les économistes qui ont conçu le décollage protectionniste américain ont suivi l'économie des salaires élevés. C'est ainsi qu'ils l'appelaient. Et ils affirmaient qu'une main-d'œuvre bien nourrie, bien éduquée, en bonne santé, bien habillée et bien logée est plus productive qu'une main-d'œuvre qualifiée.

Donc, pour avoir une industrie suffisamment productive pour vendre à l'industrie étrangère, il faut une main-d'œuvre qualifiée et productive. Imaginez ce que disaient beaucoup d'employeurs : « Nous voulons réaliser des profits en ne payant pas la main-d'œuvre autant que nous facturons les biens qu'elle produit ». Voilà ce que sont les profits ou la plus-value. Le gouvernement a donc dit : « D'accord, il n'est peut-être pas nécessaire de rémunérer la main-d'œuvre pour tous les salaires et le niveau de vie qu'elle procure, mais nous pouvons demander à l'État de créer un secteur public, avec des améliorations internes. Nous pouvons demander à l'État de prendre en charge une grande partie des besoins en main-d'œuvre afin que les employeurs n'aient pas à les payer. »

Imaginez donc ce qui s'est passé en Europe et en Amérique. L'éducation était gratuite et publique. Vous n'aviez pas à payer 50 000 dollars par an. Vous aviez accès à l'éducation publique.

La santé publique était importante. C'est un Premier ministre conservateur anglais, [Benjamin Disraeli](#), qui a déclaré que la santé, c'est la santé dans son ensemble. Il voulait s'assurer que chacun soit en bonne santé, car c'est plus productif. Imaginez qu'aujourd'hui, les 18 % et plus du PIB américain soient consacrés uniquement à l'assurance maladie et aux soins de santé. Or, ce pays figure parmi les pires au monde en termes de performance.

La dette étudiante est très élevée. L'objectif commun de l'économie classique, de l'Angleterre aux États-Unis, était de maintenir le coût du logement à un niveau bas afin que la main-d'œuvre puisse se loger et n'ait pas à exiger des salaires suffisamment élevés pour payer un logement légèrement plus cher ou un prêt immobilier de plus en plus élevé. Le coût du logement a donc été maintenu à un niveau bas.

L'idée même de la théorie classique de la valeur était de ramener les prix du marché à la valeur réelle du coût, laquelle incluait les salaires des travailleurs et les profits de l'industrie, car il fallait réaliser un profit, et l'industrie l'utilisait pour réinvestir dans son développement. Mais au-delà du coût réel de production, il y avait la rente foncière, la rente de monopole et les rendements financiers. Et comme dans le secteur des services financiers, la finance, les assurances et l'immobilier.

Ainsi, l'idée même du développement industriel, de l'Europe aux États-Unis, était d'empêcher le développement du secteur financier. C'est pourquoi, aux États-Unis, la loi antitrust Sherman a été adoptée en 1890 pour empêcher la formation de monopoles visant à augmenter le coût de la vie en créant des biens en situation de monopole. Les

banques étaient alors considérées comme la mère des trusts.

Peu après, [Teddy Roosevelt](#) est devenu président et il a mené la lutte contre les trusts. Il a contribué à tout démanteler. Or, Trump souhaite restaurer ce qu'il appelait l'âge d'or.

L'objectif du protectionnisme US n'était pas de créer un âge d'or où des multimillionnaires très fortunés domineraient la société. Cela était considéré comme l'échec de toute la politique économique que sous-tend le protectionnisme. On ne voulait pas d'une classe de riches oisifs gagnant leur fortune par la finance, le monopole et la flambée des loyers immobiliers.

On voulait que les gens s'enrichissent en construisant des usines pour produire des biens et des services destinés à l'exportation et créer une société industrielle. Ce que Trump veut restaurer, sous l'ère **McKinley** – il fut élu en 1896 et assassiné en 1901 –, c'est tout ce qui a mal tourné dans le développement industriel américain, et non tout ce qui a bien fonctionné. Ce que [Henry Clay](#), dans les années 1820, appelait le « [Système américain](#) » qui a conduit à l'industrialisation, c'était les tarifs protectionnistes et les améliorations internes. Autrement dit, les infrastructures publiques, le canal Érié, les transports. Ils disaient que les transports, les communications et les autres besoins fondamentaux étaient des monopoles naturels. Et il ne faut pas que les monopoles gagnent du pouvoir, car s'ils sont privatisés, les prix augmenteront et cela génèrera des rentes de monopole. Si le gouvernement gère les investissements publics, les investissements en infrastructures et les améliorations internes, alors ces investissements publics fournissent des services de base à bas prix, voire à des prix subventionnés.

L'un des principaux protectionnistes était [Simon Patten](#), premier professeur d'économie à la *Horton School* de l'Université de Pennsylvanie, première école de commerce étasunienne. Simon Patten affirmait que l'investissement dans les infrastructures publiques constituait un quatrième facteur de production, aux côtés du travail, du capital et du foncier, qui n'en est pas réellement un. Il s'agit plutôt d'un droit sur la production. Certes, les infrastructures existent, mais leur objectif est différent de celui de posséder des terrains ou des industries et de chercher davantage de profits, voire des salaires plus élevés. L'objectif de l'investissement dans les infrastructures publiques n'est pas de réaliser des profits, mais de réduire le coût de la vie et le coût du commerce pour l'économie, afin que les employeurs et les travailleurs n'aient pas à payer de rentes de monopole à une classe de rentiers.

Eh bien, Trump veut créer, essentiellement transférer l'impôt, appliquer des droits de douane. Toute sa politique douanière revient à dire que, jusqu'en 1913, les Etats-Unis n'avait pas d'impôt sur le revenu. La majeure partie du budget du gouvernement américain, qui était la plupart du temps excédentaire, provenait des recettes douanières, ainsi que de la vente de terres confisquées aux Indiens, des droits fonciers. L'idée était donc que les droits de douane et l'industrie protégée serviraient essentiellement à financer des améliorations internes.

Et lorsque les Etats-Unis ont créé l'impôt sur le revenu en 1913, il ne touchait que 2 % de la population. On n'avait pas à payer d'impôt sur le revenu ni à déclarer ses revenus avant d'avoir gagné suffisamment d'argent pour faire partie des 2 % les plus riches de la population. Et qui étaient ces 2 % ? C'étaient les banquiers, les financiers, ceux en situation de monopoles et les propriétaires fonciers. Autrement dit, les bénéficiaires de rentes, exactement ceux dont l'économie classique et l'école américaine disaient : « On ne cherche pas de rente économique, on veut ramener les prix au coût réel de production. » Et on veut minimiser ce coût en demandant à l'État de fournir autant que possible ce dont les gens ont réellement besoin pour vivre et subsister. Et c'est ainsi que les Etats-Unis peuvent vendre moins cher.

Eh bien, ce que Trump veut faire avec sa politique tarifaire, c'est accepter toute la contre-révolution néolibérale de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, la privatisation. Et si, aujourd'hui, l'administration Trump veut se débarrasser de l'État [comme Milei], comment s'en débarrasser ? On vend tout à des propriétaires privés qui achètent, et qui

empruntent généralement pour cela. Ainsi, une fois qu'on privatise un service public, on se retrouve un peu comme *Thames Water* en Angleterre. On y ajoute non seulement les bénéfices et les frais de gestion, mais aussi tous les coûts de financement de la dette. Ce qui s'est passé avec *Thames Water* en Angleterre, c'est une sorte de film-monstre de ce qui s'est passé aux États-Unis et dans d'autres pays. Les acheteurs de *Thames Water* ont continué à emprunter de l'argent contre leur droit de facturer des frais pour l'eau, les égouts et la protection des eaux en Angleterre.

Ils ont emprunté de l'argent, mais ne l'ont pas utilisé pour améliorer les égouts ou les canalisations d'eau. Ils l'ont simplement utilisé pour se verser des dividendes, ainsi que pour acheter leurs propres actions. Voilà ce qui arrive quand on privatise un service public de base. Et c'est ce qui s'est produit partout aux États-Unis. C'est le plan de privatisation de Trump : vendre tout, des parcs nationaux aux logements sociaux, les transformer en logements locatifs privés, vendre les chemins de fer, vendre n'importe quel moyen communications jusque là aux mains de l'Etat.

Et tout d'un coup, on va transformer ces monopoles naturels qui étaient restés dans le domaine public, comme la poste, pour pouvoir envoyer du courrier 0 prix coûtant, en un monopole privé, permettant à l'acheteur de doubler ou de quadrupler le prix du courrier, et de se demander quelle est alternative ?

Tout ce que Trump fait, j'aimerais bien avoir le graphique pour vous le montrer, c'est remplacer le système tarifaire, remplacer toute la croissance de l'impôt sur le revenu par des droits de douane. Après 1913, l'État était financé essentiellement par les impôts, principalement l'impôt sur le revenu et l'impôt foncier. Trump veut revenir en arrière et supprimer toutes les réformes sociales-démocrates mises en place depuis 1913, pour revenir à l'époque où les banquiers, les industriels et les propriétaires immobiliers n'avaient aucun impôt sur le revenu. Toutes les recettes publiques reposeront sur des droits de douane, payés en grande partie par les consommateurs américains, car Trump a dressé une liste de produits qui ne seront pas taxés, des produits achetés par l'industrie, comme l'industrie pétrolière qui achètera des types spécifiques de pétrole et de diesel pour ses produits. Il a fait exactement l'inverse.

Et je n'ai pas mentionné dans mon livre que les Etats-Unis, lors de leur essor industriel à la fin du XIXe siècle, ont encouragé l'immigration. Or, l'immigration était une importante source de main-d'œuvre, contribuant ainsi à fournir la main-d'œuvre nécessaire aux durs travaux du bâtiment. La main-d'œuvre immigrée a toujours réalisé la majeure partie de la construction, non seulement des bâtiments, mais aussi des routes et des travaux publics. C'est elle qui est devenue la principale force de travail industrielle.

Or, Trump veut désormais interdire la main-d'œuvre immigrée. Et si la main-d'œuvre immigrée ne fait pas le travail manuel, le travail pénible et le travail industriel, comment pourra-t-on maintenir une main-d'œuvre capable de faire tout cela ? Donc, sous prétexte de restaurer l'âge d'or, l'âge d'or où les riches possédaient plus que le reste de l'économie réunie, c'est précisément ce qu'il veut restaurer. Et c'est, bien sûr, une parodie du fonctionnement du système américain et de la façon dont ce système a conduit l'Amérique vers la réussite.

La dette publique est-elle un problème majeur ?

Le problème n'est pas la dette publique, mais la dette privée. Ceux qui affirment que la dette publique est le problème veulent se débarrasser de l'État et prendre le contrôle. Les États ne peuvent pas faire faillite s'ils ont des dettes dans leur propre monnaie, car on peut toujours imprimer de la dette. Par exemple, si vous avez des dollars dans votre poche, c'est techniquement une dette publique.

Mais c'est une forme de dette publique qui ne génère pas d'

intérêt. Et personne ne s'attend à ce que le gouvernement rembourse ces billets de banque, car s'il les remboursait, il n'y aurait plus de billets de banque. Le gouvernement a bien une dette envers les banques centrales étrangères, par exemple, qui détiennent leurs réserves monétaires sous forme de dette publique.

Mais cette dette est si importante qu'elle ne peut être remboursée. Et le gouvernement américain dit : « *Eh bien, nous ne la rembourserons pas.* » La seule façon de la rembourser est que la Réserve fédérale crée simplement de la monnaie sur un ordinateur et rembourse la dette. Alors, ils disent : « *Très bien, vous pouvez la créer* ».

Les gouvernements n'ont pas besoin d'emprunter pour financer leurs activités. La Guerre de Sécession a été financée par la création monétaire. Ils n'ont pas emprunté, car il n'y avait pas assez d'argent à prêter au Nord pour gagner la guerre de Sécession. Pour la guerre d'Indépendance, comment allaient-ils obtenir l'argent ? On ne pouvait pas taxer le peuple, car si on le taxait, il ne voudrait pas de révolution. Ils ont donc imprimé la monnaie appelée « [Continental](#) ».

Et avant cela, aux XVIIIe et XVIIe siècles, la Grande-Bretagne voulait contrôler les États-Unis et les dominer en interdisant aux étasuniens, aux colonies, d'utiliser leur propre monnaie. Elle voulait que les colonies soient obligées d'emprunter auprès des créanciers britanniques. Les colonies voulaient donc éviter cela, car si elles ne pouvaient pas créer leur propre monnaie, elles devaient vendre leurs produits, leurs céréales et autres produits, à bas prix, ce qui enrichirait les marchands britanniques. Le Massachusetts et la Pennsylvanie ont donc imprimé leur propre monnaie, la monnaie coloniale. C'est ainsi qu'ils se finançaient. D'autres gouvernements ont fait de même.

Et cet argent n'était pas inflationniste en soi. Il y a eu une inflation en temps de guerre, uniquement à cause des pénuries. Il y a eu une inflation de la monnaie continentale parce que les Britanniques ont lancé une campagne de contrefaçon pour tenter de détruire la capacité des États-Unis à financer la guerre d'Indépendance contre eux-mêmes.

Mais fondamentalement, les Etasuniens ont limité la création monétaire pour éviter qu'elle ne soit inflationniste. Aujourd'hui, les gouvernements ont le choix. Soit ils empruntent de l'argent aux créanciers et leur versent des intérêts élevés, qui avoisinaient récemment les 5 %. Si vous achetez une obligation d'État à 5 %, votre taux double en 14 ans environ. Donc, il suffit de placer votre argent dans des obligations d'État, et vous le doublez en 14 ans. Il quadruple en 28 ans, et ainsi de suite.

Mais le gouvernement n'a pas besoin d'emprunter, car lorsqu'il emprunte de l'argent au secteur privé, celui-ci ne réduit pas sa consommation. Il dit simplement : « *OK, nous n'achèterons pas d'actions ni d'obligations commerciales. Nous achèterons une obligation d'État* ». Le gouvernement imprime ensuite de l'argent pour alimenter l'économie. Il n'a pas besoin d'emprunter pour cela, pas plus que d'autres pays comme le Canada n'ont besoin d'emprunter à l'Allemagne ou à la Suisse comme ils l'ont fait dans les années 1970. Ils peuvent simplement imprimer de l'argent, et cela a exactement le même effet sur l'inflation, les dépenses publiques et le revenu national.

C'est donc essentiellement ce qu'enseigne la théorie monétaire moderne.

Les gouvernements n'ont pas besoin de s'endetter. Et en cas de problème d'endettement, ils peuvent simplement imprimer de l'argent pour le rembourser. Personne ne s'attend donc à ce que la dette publique soit remboursée. Le problème, c'est la dette privée, car personne ne va saisir l'État. C'est impossible. Il n'existe aucune procédure pour cela. En revanche, on peut saisir des particuliers endettés. On peut saisir des biens immobiliers endettés et expulser le propriétaire. On peut aussi saisir des entreprises et les contraindre à la faillite et à la vente. Si l'on fait partie de la majorité mondiale, la dette est souvent vendue à un acheteur étranger. Et l'endettement est un moyen de détourner l'industrie ou de forcer les gouvernements qui détiennent une dette étrangère, non libellée dans leur propre monnaie, à vendre leurs matières premières, leurs droits pétroliers, leurs infrastructures publiques.

Aucun gouvernement ne devrait donc contracter une dette publique qui n'est pas libellée dans sa propre monnaie. Et s'il le fait, il n'y a pas de problème d'endettement public. Le problème, c'est la dette privée.

Angelo Arnis : Puisque vous avez dit que les gouvernements n'avaient pas à payer la dette, pourquoi des pays comme la Grèce ont-ils été si durement frappés ? Était-ce parce qu'ils faisaient partie, disons, d'une union, et qu'ils ne pouvaient donc pas imprimer leur propre monnaie localement ?

MH : Parce qu'ils ne détenaient pas de dette dans leur propre monnaie. La Grèce était dirigée par une oligarchie au pouvoir. Et la Grèce a fait confiance à un imposteur : le parti Syriza.

En fait, lorsque la crise de la dette a éclaté en février et mars, je travaillais avec eux. À l'époque, la totalité de la dette publique, soit 25 milliards de dollars, je crois, l'équivalent de ces 25 milliards, était détenu en Suisse sur les comptes de fraudeurs fiscaux grecs qui y avaient placé leur argent. Il existait ce qu'on appelait la « [Liste Lagarde](#) ». Christine Lagarde, du Fonds Monétaire International (FMI), avait une liste de tous les fraudeurs fiscaux grecs qui avaient placé leur argent en Suisse.

Et voulait que le parti Syriza et la Grèce saisissent simplement l'argent de la fraude fiscale et l'utilisent pour rembourser la dette. Autrement dit, la Grèce aurait dû payer la dette en taxant les plus riches, mais ces derniers contrôlaient le parti. Le Parti Socialiste Grec était en fait un parti réactionnaire de droite, un peu comme Tony Blair en Angleterre. Et des discussions ont eu lieu avec l'Europe. L'Europe était prête à annuler la dette. Ils savaient que la Grèce ne pouvait pas la payer, que c'était une dette odieuse.

La Grèce était sur le point de rejeter sa dette avec l'accord de l'Union européenne. Mais le président Obama est arrivé et a ruiné tout le système avec la politique la plus odieuse de toutes. Il a déclaré que de nombreuses banques et sociétés financières étasuniennes avaient émis des produits dérivés et parié sur le maintien du cours des obligations grecques. Si la Grèce effaçait sa dette et ne payait pas, les banques américaines perdaient tout l'argent sur lequel elles avaient misé. Il a donc envoyé [Tim Geithner](#), le Secrétaire au Trésor US, faire pression sur l'Europe et lui ordonner : « *Il faut écraser la Grèce. Il faut détruire la démocratie. Il faut corrompre le gouvernement pour qu'il paie la dette et que nos banques ne perdent pas un centime. Que la population grecque soit perdante* ». Je décris tout cela dans mon livre, *Killing the Host*. J'y consacre un chapitre entier, voire deux, puisque j'y ai participé. Et il y a eu de vastes manifestations publiques sur la Place Syntagma, pour réclamer « *ne payez pas, ne payez pas les dettes* ».

Et tout cela a été trahi par le président grec de l'époque.

Cela a conduit [Yannis Varoufakis](#) à démissionner. Je pense qu'il aurait peut-être pu agir rétrospectivement, de manière encore plus active, pour renverser cette personne. Mais il a démissionné en signe de protestation. Le résultat a été un coup d'État des créanciers, empêchant la Grèce de mener une révolution sociale pour renverser le gouvernement corrompu, et la série de gouvernements grecs qui avaient dirigé le pays depuis l'arrivée au pouvoir des colonels.

Gérald Croteau : Lors d'une précédente intervention, vous avez dit que l'un des inconvénients de la différence entre les États-Unis et la Chine était que nous ne pouvions pas annuler nos dettes comme le font les Chinois.

MH : Mais ils ne le font pas. Ils en ont la capacité, mais ils ne le font pas. Cela fait partie du conflit interne. C'est ce qui les oppose actuellement en Chine. C'est leur combat politique.

GC : Oui, je voulais juste comprendre : est-ce vraiment le genre de dilemme d'une telle décentralisation ? On pourrait arguer que nous avons presque des oligarques puissants, mais pas nécessairement assez pour s'accorder sur une action bénéfique pour l'ensemble du système, mais individuellement, ils pourraient en souffrir. Et c'est une question d'échelle variable. Il est donc difficile de déterminer à quel moment quelqu'un est un oligarque ou simplement quelqu'un qui profite de ces réductions de valeur.

MH : Eh bien, souvent, ils engagent des lobbyistes. Et il est possible, bien sûr, d'être très riche et d'avoir une conscience. Mais alors, ils ont des lobbyistes qui font tout pour eux. Les lobbyistes ont en quelque sorte corrompu le système éducatif. Donc, si vous suivez un cours d'économie aux États-Unis, tout n'est que néolibéralisme.

Vous n'avez plus d'histoire de la pensée économique qui vous enseignerait la théorie classique de l'intérêt de la rente économique comme que revenus non gagnés, l'excédent du prix sur la valeur. Vous n'avez plus de cours d'histoire économique. Vous ne comprenez donc pas les réussites et les échecs des gouvernements. Et vous êtes prêts à tout. Vous partez du principe que le statu quo est la loi darwinienne de la survie du plus apte. Et vous acceptez sans hésiter qu'il puisse exister une alternative.

On en revient donc au modèle de Margaret Thatcher : « [*There is no alternative \(TINA\)*](#) » [il n'y a pas d'alternative]. On est donc dans une situation aberrante : même si vous êtes riche et que vous dites : « *Tiens, en allant au travail, en arrivant à mon usine ou à ma banque, j'ai vu tous ces sans-abri, c'est vraiment dommage* ». D'un autre côté, Ils ne savent pas que rien ne justifie d'être sans abris ; il existe un moyen de structurer la société pour qu'il n'y ait pas de sans-abri.

Ils ignorent qu'il existe une alternative et comment la créer. C'est pourquoi je suis heureux que la question précédente se référait à mon livre sur l'essor protectionniste US, où j'exprimais le désaccord des Américains avec la théorie britannique du libre-échange et le concept même de marché libre – libre pour qui ? – au XIXe siècle. Pour les protectionnistes américains et les économistes classiques anglais, un marché libre était libre de rente économique, libre de la classe des propriétaires fonciers, libre des monopoles, libre d'une classe financière qui gagnait sa vie en découpant, désindustrialisant et délocalisant la main-d'œuvre vers l'industrie.

Aujourd'hui, l'idée d'un marché libre est affranchie de toute organisation étatique de l'économie, de toute entrave à la privatisation et à la cupidité, exactement à l'opposé de tout ce qu'un marché libre avait autrefois. Mais si ce n'est pas le point de départ d'un cours d'économie basique, les gens ne comprennent pas qu'ils sont dans une sorte de vocabulaire orwellien pour comprendre l'économie.

Ainsi, la classe dirigeante elle-même s'est « déséduquée », pourrait-on dire, et il n'y a plus de frein à cette cupidité devenue un trait de personnalité méprisé par les autres cultures. La culture asiatique tente d'en empêcher le développement depuis des millénaires.

(22.35)

L'argent comme service public

J'étais économiste pour l'agence gouvernementale US en 1974 et 1975, travaillant sur les sables de l'Athabasca et la liquéfaction du charbon. C'était une idée terrible. Chaque baril de pétrole créé de cette façon utilisait environ trente litres d'eau. Le Canada n'a en rien facturé toute cette eau qu'il a reçue. Tout cela n'est qu'une arnaque totale aux ressources du Canada en obtenant de l'eau gratuitement et en créant une énorme pollution environnementale. Tout

ce que le Canada a à faire, c'est de facturer l'épuisement des ressources naturelles et les coûts de dépollution de l'environnement. Et vous mettez fin immédiatement à ce commerce destructeur de l'environnement.

Cela n'a pas fonctionné parce que le Canada n'est pas dirigé par des Canadiens, mais par les États-Unis. C'est ce que j'ai appris. Et il est dirigé par les États-Unis, par l'intermédiaire des banques canadiennes qui, en quelque sorte, dirigent le Canada.

Carole M : Ce n'était pas vraiment une question. C'était juste un commentaire sur le fait que nous assistons actuellement au Royaume-Uni à un spectacle étrange de millionnaires patriotes qui font pression sur le gouvernement pour pouvoir payer plus d'impôts, alors que le gouvernement refuse d'imposer les riches. C'est une situation assez tordue au Royaume-Uni.

MH : C'est exact. C'est tout simplement horrible. En gros, ce qui s'est passé en Angleterre ressemble à l'[Opération Gladio](#) en Italie. Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont dépensé des sommes colossales pour empêcher le développement du socialisme en finançant le rachat de tous les partis radicaux d'Europe ou des partis socialistes, en créant des organisations non gouvernementales qui parrainaient des clients apparemment prêts à trahir leur pays et à soutenir les États-Unis, quoi qu'il arrive. Ils recherchent des opportunistes très habiles à manipuler les autres. En Angleterre, quelque chose les a formés à être des opportunistes très habiles et corrompus, comme Tony Blair, par exemple, et bien sûr Starmer, et la plupart des politiciens anglais. Résultat : l'Angleterre n'a pas vraiment d'alternative socialiste ni aucune autre forme d'alternative au néolibéralisme. Le Parti Travailliste a surpassé le Parti conservateur en matière de néolibéralisme.

La seule opposition au militarisme du MI6 et du gouvernement britannique vient de l'extrême droite. C'est la même chose en Allemagne, où seule l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) propose une alternative au Parlement, Sarah Wagenknecht n'y étant pas entrée. Partout en Europe, l'ingérence US dans le système politique fait en sorte que les électeurs anglais, allemands et autres n'aient pas vraiment d'alternative qu'une situation [Tweedledee, Tweedledum](#). Peu importe qui ils choisissent, c'est toujours le même plan néolibéral. C'est essentiellement le problème de l'Occident. Il est empoisonné depuis la Seconde Guerre mondiale par cette lutte de la droite.

L'Asie et les BRICS tentent de se libérer de tout cela. C'est ce qui divise désormais le monde entier, tant sur le plan politique qu'économique.

Nicolas Marx : Bonjour, Michael. Je voulais savoir, concernant les droits de douane, si l'idée de Keynes, le [Bancor](#), serait une meilleure solution.

MH : Sa *Théorie du Bancor* était une excellente idée. Il ne s'agissait pas de droits de douane, mais de la manière de régler les déficits de la balance des paiements. Il voyait que la manière dont les États-Unis créaient le Fonds monétaire international et la Banque mondiale concentrerait d'une certaine manière une part croissante du revenu national aux États-Unis, et le grand ennemi de l'Amérique pendant la Seconde Guerre mondiale était, bien sûr, l'Angleterre.

Je décris tout cela dans mon livre, « *Super Impérialisme* » [\[1\]](#). La Chambre des Lords l'a reconnu. Keynes disait : « Écoutez, si vous suivez le système économique mis en place par les Américains, les pays créanciers vont s'enrichir de plus en plus, en détenant des créances sur les pays débiteurs. Vous allez assister à une polarisation économique qui va diviser le monde entier, comme c'est le cas aujourd'hui ».

La solution du Bancor consistait à instaurer une forme de droit de retrait spécial, pour ainsi dire, au sein de la banque centrale, la forme de la banque centrale souhaitée par Keynes. Il affirmait que si un pays affichait un excédent

constant de sa balance des paiements, comme les États-Unis, il commettait un abus du système international et son excédent serait anéanti.

Si l'excédent trouve sa contrepartie dans le déficit chronique d'un autre pays, victime de la mauvaise structure de l'économie internationale, alors les dettes seront effacées. Bien sûr, il pensait à l'Angleterre, car les États-Unis ont structuré l'ordre d'après-guerre pour garantir que la zone sterling ne se limiterait pas à l'achat d'exportations britanniques, mais pourrait être libre d'acheter des exportations US. Le prêt britannique consenti par les États-Unis a empêché l'Angleterre de dévaluer la livre sterling pour devenir plus compétitive. Keynes, et toute la Chambre des Lords l'ont compris, et je cite toutes les citations dans ma nouvelle édition de « *Super Imperialism* », ils ont tous compris que cela allait être appauvrissant. Ils voulaient limiter le degré de polarisation de l'autonomie internationale entre pays créanciers et pays débiteurs. Le *Bancor* a été conçu pour cela : lorsqu'un pays se retrouve trop créancier, sa position de créancier est anéantie.

C'est le type d'annulation de dette dont Nika parlait au début. L'avantage de l'annulation des dettes, c'est qu'elle annule l'épargne des créanciers. Personne ne le dit. Tout le monde dit qu'il est facile d'annuler les dettes, mais la dette de l'un est le crédit et l'épargne de l'autre. Keynes a compris que pour annuler les dettes, il fallait annuler l'épargne des créanciers qui tentaient de remodeler et de corrompre l'économie internationale de la même manière qu'ils corrompaient les économies nationales, mais avec un système fiscal et un système réglementaire servant leurs propres intérêts plutôt que ceux de la croissance économique.

Le moment est il venu pour le *Bancor* ?

Dans la plupart de mes articles, que vous trouverez sur mon site web, j'ai encouragé les pays des BRICS à adopter un Bancor. J'anime régulièrement une émission avec [Radhika Desai](#), « [The Geopolitical Hour](#) », une émission bimensuelle où nous décrivons comment le Bancor peut être adopté par les pays des BRICS afin d'éviter qu'un pays, comme la Chine, ne s'enrichisse en endettant les pays asiatiques débiteurs. Il n'y aura pas de monnaie BRICS au sens de la livre sterling ou du dollar, mais la monnaie que Keynes voyait comme réservée aux paiements intergouvernementaux. Si les droits de douane en vigueur, ou quoi que ce soit d'autre, devaient créer un déséquilibre dans les paiements intergouvernementaux, le Bancor visait essentiellement à rétablir un certain équilibre et une certaine équité dans le système.

(Question manquante 28.46)

N'importe qui peut créer de la monnaie. Le problème est de la faire accepter. Imaginez que vous fassiez vos courses et que vous signiez une reconnaissance de dette. Que peuvent faire le gouvernement, le magasin ? Et vous dites : « Vous pouvez utiliser votre reconnaissance de dette pour payer la laiterie pour le lait en vente ». Et le magasin dira : « OK, donc une laiterie a votre reconnaissance de dette. » Et alors, qu'est-ce que la laiterie va en faire ? Eh bien, la laiterie paiera ses ouvriers en fourrage pour son bétail.

Eh bien, d'une manière ou d'une autre, cette dette ne sera jamais remboursée. Bien sûr, les particuliers ne peuvent pas émettre de reconnaissances de dette qui n'ont pas à être remboursées. Seuls les gouvernements peuvent le faire. Ce n'est pas de l'argent. Et on ne peut pas payer ses impôts en envoyant une reconnaissance de dette au Trésor. Il faut payer en argent. Et la qualité de l'argent réside dans sa capacité à être acceptée par les impôts.

L'idée de l'argent du peuple est une idée libertarienne d'extrême droite, délibérément conçue pour ne pas fonctionner, de sorte qu'elle devienne une impasse et sème la confusion au lieu de restructurer la structure sociale. On dit : « Pourquoi ne pas déménager dans l'Ouest, au Colorado ou ailleurs, et peut-être que vous pourrez

promouvoir cette idée ? » Je pense que tout ce discours sur le localisme et l'argent du peuple ne sont qu'une vaste tromperie. Et souvent, ces propos sont bien intentionnés, mais stupides.

(Question manquante 29.54)

L'argent est un service public. Ce n'est pas quelque chose de privé

On ne peut pas le privatiser. Il ne fonctionne tout simplement pas. Jamais dans l'histoire, une monnaie privée n'a fonctionné, sauf peut-être entre amis qui échangent des reconnaissances de dette.

Ce n'est donc qu'un mythe. Il faut considérer l'argent comme un service public. L'argent est créé par l'État et sa valeur est donnée par son acceptation sous forme d'impôts.

Or, tout argent est une dette. Qui sera responsable de la dette ? Et comment obliger le débiteur à payer ? Ou, en cas de non-paiement, comment inciter d'autres personnes à accepter sa dette comme moyen de paiement et, in fine, à payer leurs impôts ?

L'argent peut-il être accepté localement ?

Comme je l'ai dit, les colonies américaines des XVI^e et XVII^e siècles l'ont créée localement. Mais cela doit passer par l'État. On peut avoir de l'épargne, des banques locales, des coopératives de crédit. Dans une coopérative de crédit, les habitants y placent leur épargne, et les membres de cette coopérative locale peuvent emprunter. Ils peuvent le faire.

Ou, comme l'a dit [Ellen Brown](#), l'État peut avoir sa propre banque, et il peut y recevoir des dépôts, conserver les dépôts de l'État et d'autres personnes et les utiliser pour dépenser. Mais une coopérative de crédit locale ou une banque d'État ne peut pas créer de monnaie. Seul l'État peut réellement créer de la monnaie. Sinon, elles fonctionnent comme des caisses d'épargne et des coopératives de crédit : elles peuvent transférer de l'argent. Elles peuvent prêter de l'argent qu'elles possèdent déjà, mais elles ne peuvent pas créer de nouvelle monnaie sous forme de crédit. La Banque d'Angleterre a réalisé une avancée majeure en 1694. Mais encore une fois, il s'agissait d'une relation symbiotique avec le gouvernement. Pour créer de la monnaie, il faut donc une relation symbiotique avec le gouvernement.

La question est alors : qui contrôle le gouvernement ? Est-ce le peuple ou les banquiers ?

Gerald Croteau : Vous avez brièvement évoqué la manière dont l'économie est enseignée. J'ai pensé qu'il serait intéressant d'y revenir, car ma critique porte sur une historienne de l'économie, Claudia Golden, qui a récemment remporté le prix Nobel pour ses travaux portant principalement sur les marchés du travail, mais aussi sur l'histoire économique de ces marchés. Or, elle a cité explicitement une citation, que j'ai vérifiée avec elle, selon laquelle l'histoire économique ne fait explicitement pas partie du programme d'enseignement de l'économie moderne. Je me demande comment nous en sommes arrivés là, car la plupart des sciences reposent sur un principe selon lequel on dit : « Aujourd'hui, nous croyons ceci, mais autrefois, nous croyions autre chose. » Et comment l'économie parvient-elle à enseigner les relations de façon totalement isolée, comme si nos hypothèses étaient logiques, sans passer par l'évolution de notre situation actuelle ?

MH : L'objectif des lobbyistes qui ont financé les universités et conçu les programmes est de convaincre les gens qu'il n'existe pas d'alternative. On ne veut pas que les gens étudient l'histoire, car l'histoire est une étude complète de l'évolution, de la façon dont différentes sociétés ont créé des alternatives. Voici donc comment ils ont créé les problèmes. L'Université de Chicago, les monétaristes de droite, ont placé leurs acolytes, les partisans bornés de Milton Friedman et du libre marché, à la tête de toutes les grandes revues économiques.

Ainsi, toutes les revues économiques les plus prestigieuses des États-Unis sont éditées par des diplômés de l'Université de Chicago ou d'autres universités d'économie de droite comme Harvard, le MIT, Berkeley et le Minnesota. Par exemple, j'ai enseigné et je suis toujours professeur émérite à l'Université du Missouri à Kansas City, où nous enseignons l'économie monétaire moderne. Le problème, c'est que nos diplômés apprennent énormément. Ils se disent : « *Oh mon Dieu, il existe une alternative. C'est merveilleux* ». Ils obtiennent leur diplôme et se demandent maintenant : « *Maintenant que nous avons notre doctorat, comment allons-nous trouver un emploi ?* »

Eh bien, ils passent leurs entretiens d'embauche dans différentes universités, et les directeurs d'université et de département d'économie m'ont dit : « *La première question que nous posons est la suivante : dans quelles revues avez-vous publié ?* » Nous attribuons le mérite aux revues les plus prestigieuses. Et les diplômés de la MMT et autres critiques disent : « Oh, eh bien, nos articles ne peuvent pas être publiés par l'Université de Chicago ou d'autres revues, car ils estiment que ce n'est pas vraiment ce qui nous intéresse. C'est une théorie différente de la nôtre. » Ils doivent donc se tourner vers des revues peu honorables, devenir journalistes, ou travailler pour des organisations internationales ou publiques et rédiger des rapports, mais ils n'obtiennent pas de poste dans une université prestigieuse.

Certains de nos diplômés sont allés à Buffalo, dans l'État de New York, une ville très froide, juste à la frontière canadienne. D'autres ont intégré diverses universités de l'Ohio, mais aucune des plus prestigieuses. Il n'y aura donc pas de théoricien monétaire moderne ou de socialiste enseignant à Chicago, à Harvard ou au MIT. Pendant un temps, l'Université du Massachusetts a tenté de créer un groupe marxiste et a fait du très bon travail. Mais cette université était spécifiquement dédiée aux groupes marxistes, avec leurs propres publications, qui n'étaient pas considérées par les autres départements comme suffisamment prestigieuses pour justifier l'embauche de leurs diplômés. C'est là une partie du problème. Ainsi, seuls sont recrutés des économistes ayant étudié avec des économistes, des professeurs convaincus de l'absence d'alternative et n'ayant suivi aucun cours d'histoire économique ou d'histoire de la pensée économique.

Steve Hall : Je suis Steve Hall, du Royaume-Uni. Je suis membre du Parti travailliste et je dirige le Forum économique. Nous avons un certain nombre de politiques qui nécessitent des investissements publics, des infrastructures et leur rénovation, un système national de santé, l'éducation, une réindustrialisation partielle, l'énergie, les services publics, etc. Mais le parti hésite à mettre l'accent sur ces politiques, car elles reposent sur l'investissement public économique, sachant pertinemment qu'elles vont, entre guillemets, perturber les marchés. Cela entrave donc nos campagnes.

Je sais que, grâce à la théorie monétaire moderne, que nous pouvons nous défendre contre les autorités obligataires qui tentent de relever les taux d'intérêt. Mais comment le faire ? Étant dépendants des importations et très vulnérables, nous nous appuyons sur la force de notre livre sterling. Comment pouvons-nous nous défendre contre la taxe sur les changes ? J'ai posé la question à plusieurs personnes et les réponses semblent diverger. Je me demande quelle est la vôtre.

MH : Je ne pense pas que les pays puissent se défendre contre les attaques monétaires sans contrôler les capitaux. L'Angleterre ne croyait pas au contrôle des capitaux et a donc laissé George Soros lever plus de fonds que ce qu'elle aurait pu faire. L'idée d'un marché libre est que n'importe qui peut le détruire et prendre ce qu'il veut si le gouvernement le laisse faire par la déréglementation. Et à moins de limiter les contrôles des capitaux entrants et de

contrôler le marché des changes, on ne peut rien faire. C'est ainsi que fonctionnent les marchés. Et l'Angleterre est quasiment déréglementée. Et les Britanniques apprécient cela, car tant qu'il y aura un marché libre, la livre sterling ne cessera de baisser. Et cela s'explique en grande partie par le fait que la main-d'œuvre s'appauvrit de plus en plus. Voilà donc. Il fait exactement ce qu'il est censé faire : il étouffe et étouffe l'Angleterre. Je ne pense pas que le monde versera une larme.

SH : Oh, merci. Eh bien, je suis assis là-haut, dans le nord de l'Angleterre post-industrielle, en ruine. Je ne pense pas que la classe ouvrière d'ici ait fait de mal à qui que ce soit, Michael. Et nous sommes vraiment très pauvres ici. Et nous avons été désindustrialisés.

Le chantier naval en bas de chez moi construisait autrefois le plus grand navire du monde. Et maintenant, il ne nous reste plus rien, ni acier, ni navires. Tout a disparu. Et nous sommes dans un état lamentable. Et le pays, vous savez, il y a deux Royaumes-Uni : le nord, les zones industrielles et même les Cornouailles au sud-ouest, où se trouvent nos mines d'étain et de charbon. Nous sommes deux pays, vous savez, et nous savons tous que tout le monde nous déteste. Je le sais. Mais honnêtement, je ne pense pas que la classe ouvrière anglaise et britannique ait vraiment fait de mal à qui que ce soit. Et il semble que la City de Londres dirige le pays. Et nous étions le parti marginal le plus populaire, nous avons obtenu près de 250 000 voix. Mais nous n'arrivons tout simplement pas à avoir le courage de mettre l'accent sur nos politiques économiques à cause de ces attaques monétaires. Je pense que l'idée d'un gouvernement britannique, de la Banque d'Angleterre, du DMO et de tout le Trésor comme système de contrôle des capitaux... Je pense que ce serait une tâche très difficile qu'ils nous demandent d'aller de l'avant et de multiplier les mesures. Je pense donc que nous sommes dans une situation très difficile. Merci d'avoir répondu à vos questions. Voilà la réponse. J'ai des contrôles de capitaux. Quelle est la différence entre contrôle des capitaux et contrôle des changes ? S'agit-il de la même chose ?

MH : Votre longue question est l'argument en faveur de l'enseignement de l'histoire économique : l'Angleterre devrait être un cas d'école dans une société en faillite, un cas d'école et montrer ce qui peut mal tourner. Et tout ce qui a été fait est un merveilleux exemple de ce qu'il ne faut pas faire pour diriger un pays.

On peut appeler contrôle des capitaux ce qu'on veut. Mais cela dépend de la façon dont on a structuré le marché des capitaux et de qui le contrôle. Et je ne peux pas entrer dans les détails, car cela diffère d'un pays à l'autre. Mais d'autres pays ne laissent pas faire ce qui est arrivé à l'Angleterre. Je peux donc vous assurer qu'il existe une solution, mais on ne peut pas être anglais et le faire.

Aaron Marquette : Je m'interrogeais sur la dette et les villes en général. Je sais que les prix des prêts hypothécaires ont augmenté et que l'immobilier financier joue un rôle important. Je me demandais donc si vous aviez beaucoup réfléchi aux mouvements pour le droit à la ville ou à la façon dont, selon vous, les villes jouent un rôle dans cette histoire de dette.

MH : Alors, quelle est la question ? La dette immobilière ?

AM : La dette immobilière dans les finances municipales. Le rôle du financement et de la dette des villes. Je pensais au mouvement pour le droit à la ville. Je ne sais pas si vous vous y intéressez beaucoup.

MH : La dette immobilière résulte de la réticence du système fiscal à faire ce que prônaient Adam Smith, John Stuart Mill et tous les économistes britanniques du XIXe siècle. On taxe la hausse du prix des terrains. Et si on ne taxe pas cette hausse, comme le prônaient John Stuart Mill et tout le socialisme britannique du XIXe siècle, alors cette valeur foncière sera mise en gage auprès des banques sous forme d'intérêts. Ainsi, en réduisant la fiscalité immobilière, vous permettez à la valeur locative d'être mise en gage auprès des banques pour garantir un prêt bancaire, qui ne

cesse d'augmenter. Ce prêt bancaire augmente alors la valeur du terrain. Il en résulte un effet boule de neige sur les prix du foncier et, par conséquent, sur le coût du logement pour l'ensemble de la population.

Il en va de même pour les services publics. Si l'on taxait la rente de monopole, ou si l'on empêchait simplement la création de monopoles, on empêcherait Thames Water de faire ce qu'elle a pu faire à l'Angleterre. Or, l'idée de liberté économique revient à laisser cette rente économique en gage auprès des banques, à permettre à l'immobilier et aux services publics d'être financiarisés et exploités comme un moyen de s'endetter toujours plus, de payer toujours plus d'intérêts et de commissions, et de générer des plus-values pour le secteur financier.

Autrement dit, nous parlons de financiarisation. Il faut définancieriser l'économie pour empêcher la hausse des prix de l'immobilier, des services publics, des prix des services publics privatisés et les prix de monopole. C'est précisément ce que reflétait, comme je l'ai dit, tout le mouvement d'économie politique du XIXe siècle. C'est à cela que ce système doit être restauré.

« [Graeber discussion groups](#) », le 4 avril 2025 : « [How Private Banking Replaced Public Money](#) » Usa, Tuesday, April 8, 2025

[Michael Hudson*](#) pour son blog [Michael Hudson](#)

« [HOW PRIVATE BANKING REPLACED PUBLIC MONEY](#) » Video con traducción automática posible en diferentes lenguas

[Michael Hudson](#). Usa, le 8 avril 2025.

Tradut de l'anglais pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Carlos Debiasi

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 16 avril 2025.

[1] **Super Imperialism : The Economic Strategy of the American Empire (1972)** a été le premier ouvrage à décrire l'évolution économique des États-Unis après leur abandon de l'étalon-or en 1971, en plaçant les bons du Trésor américain sur le marché mondial. Le fait d'obliger les banques centrales étrangères à détenir leurs réserves monétaires en bons du Trésor les contraint à financer les dépenses militaires américaines à l'étranger, ce qui est responsable du déficit de la balance des paiements des États-Unis à tout moment. Il analyse le privilège exorbitant de la monnaie de réserve et le super impérialisme dans l'histoire et l'utilisation du terme.